

**États-Unis - Union européenne -  
Russie - Entretien de M. Jean-Marc  
Ayrault, ministre des affaires  
étrangères et du développement  
international, avec l'hebdomadaire  
«Le Journal du Dimanche»  
(Paris, 19 février 2017)**

**Q** - Après avoir rencontré pour la première fois le nouveau secrétaire d'État américain, y voyez-vous un peu plus clair sur l'agenda diplomatique de la présidence Trump?

**R** - C'est encore un peu trop tôt et j'avoue que Rex Tillerson, dans les entretiens que j'ai eus avec lui, est resté général et prudent. Il s'est davantage livré sur la question de la Syrie. Il a admis que la lutte contre Daech était prioritaire et qu'elle ne pourrait pas aboutir sans une négociation inclusive avec l'opposition syrienne et une transition politique. Je lui ai dit que, s'il tenait à vaincre Daech, ce ne serait pas par un accord avec la Russie sur le dos du peuple syrien et je crois que, sur ce point, j'ai été compris. Sur le Proche-Orient, en revanche, je suis inquiet. À la suite de Donald Trump, Rex Tillerson a laissé entendre que la «solution des deux États», Israël et la Palestine, vivant côte à côte en paix et en sécurité, n'était pas la seule, alors que chacun sait qu'il n'y en a pas d'autre. C'est très préoccupant.

**Q** - Est-ce que vous avez senti chez Rex Tillerson la même fibre «prorusse» qui semble animer l'équipe de Donald Trump depuis la campagne électorale et encore aujourd'hui ?

**R** - Non, je n'ai pas eu ce sentiment. C'est un homme qui, par ses fonctions d'ancien PDG d'Exxon, connaît bien la Russie, mais qui doit aujourd'hui l'appréhender en tant que secrétaire d'État. J'ai évoqué le dossier ukrainien en lui rappelant l'histoire de ce pays et le principe de l'intangibilité des frontières qui a été violé par l'annexion russe de la Crimée et l'intervention russe en Ukraine. Raison pour laquelle nous avons pris des sanctions, qui nous ont permis de négocier les accords de Minsk. J'ai senti qu'il comprenait cette approche et l'ai encouragé à regarder la Russie avec clairvoyance et sans naïveté. Il faut dialoguer avec la Russie, mais sans s'aligner sur elle.

**Q** - Les enquêtes qui se poursuivent aux États-Unis sur l'ingérence russe dans la campagne présidentielle ainsi que la démission du conseiller à la sécurité nationale, Michael Flynn, expliquent-elles cette prudence chez vos interlocuteurs ?

**R** - Incontestablement. Il est probable que les responsables américains hésitent à prendre des positions qui seraient plus tard démenties par leur président. Mais certaines clarifications ont déjà été apportées. À Bruxelles, mercredi, le général Mattis, le nouveau ministre de la défense, a, par exemple, réaffirmé son soutien à l'Otan. Tout comme le vice-président, Mike Pence, samedi à Munich. Pour nous Européens, l'OTAN n'est pas une organisation «obsolète».

Q - Mettez-vous sur un même plan la déception ressentie par la France avec Barack Obama lors de son refus de bombarder le régime syrien en 2013 et les doutes actuels sur la fiabilité de l'allié américain ?

R - Ce n'est pas de même nature. Le recul du président Obama sur la Syrie n'a pas conduit l'Amérique à mettre en doute une conception multilatérale de la gestion des affaires du monde. Nous sommes confrontés à une incertitude beaucoup plus grande, à une forte imprévisibilité. Tous mes collègues partagent ce constat. Les enjeux complexes et importants, auxquels nous faisons face, se prêtent mal à des deals. De même, on ne règle aucune crise internationale en 140 caractères. Face aux périls, aux inégalités, au terrorisme, aux grands dangers du monde, si on ne prend pas ces problèmes à bras le corps collectivement, si c'est chacun pour soi, alors on laisse la voie libre aux extrémismes.

Q - Beaucoup ont l'impression que les Européens en sont restés au stade de la sidération qui a suivi l'élection de Donald Trump et qu'il n'y a pas d'unité parmi eux pour s'opposer à sa vision du monde...

R - C'est en train de changer et cette prise de conscience est largement due aux attaques répétées de Donald Trump contre l'Europe. Même Theresa May s'est sentie obligée de dire, que malgré le Brexit, l'intérêt des États-Unis était d'avoir pour partenaire une Europe forte. L'Europe reste une référence dans ce monde troublé et je fais le pari que la tentation de diviser les Européens pour mieux régner ne va pas fonctionner. Car les États-Unis n'ont absolument pas les moyens de compenser les avantages que l'Union européenne offre à ses membres.

Q - Vous croyez vraiment que Donald Trump et Vladimir Poutine veulent affaiblir l'Europe ?

<p class="size-10" style="text-align: justify;"><span style="font-family: 'Arial','sans-serif';">R - Certaines attitudes ou déclarations peuvent le laisser penser. Il suffit de regarder pour quels candidats, à savoir Marine Le Pen ou François Fillon, la Russie exprime des préférences, dans la campagne électorale française, alors qu'Emmanuel Macron, qui développe un discours très européen, subit des cyberattaques. Cette forme d'ingérence dans la vie démocratique française est inacceptable et je la dénonce. La Russie est la première à rappeler que la non-ingérence dans les affaires intérieures est un principe cardinal de la vie internationale. Et je la comprends. Eh bien la France n'acceptera pas, les Français n'accepteront pas qu'on leur dicte leurs choix. Je le redis avec force, l'intérêt de la Russie, des États-Unis et du reste du monde, c'est d'avoir une Europe stable, qui fonctionne, assume ses responsabilités et joue tout son rôle en faveur de la paix, de la prospérité et du développement durable./.</span>